



Envoyé en préfecture le 21/05/2026

Reçu en préfecture le 21/05/2026

Publié le 26.05.2026

ID : 045-254500226-20260518-44_2026-DE

Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des
Ordures Ménagères de la Région de Châteauneuf sur Loire
Z.I. Saint Barthélémy - BP 97
45110 – Châteauneuf-sur-Loire

N° 44/2026

Extrait du registre des délibérations du comité syndical du 18 mai 2026

Le lundi 18 mai deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le comité syndical du SICTOM de la région de Châteauneuf-sur-Loire s'est réuni à la salle des fêtes 66 rue des Maux Petits à Saint Martin d'Abbat, suite à la convocation adressée par Monsieur KUTZNER Philippe en date du douze deux-mille-vingt-six.

Étaient présents les délégués syndicaux suivants :

Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais : Mesdames et Messieurs Pointeau, Desnoux, Vasseur, Feind, Flores, Picard, Martinon, Delouche, Letort, Kutzner, Jourdan, Pommier, Delouche, Foussard, Hourdequin, Laveau, Lemius, Jaenger, Deslais, Redjal, Cunin, Roche, Chatelet, Burgevin.
Communauté de communes des Loges : Mesdames et Messieurs Bonduel, Colin, Bercet, Paillet, Boucher, Leboeuf, Misseri, Vincent, Damilaville,, Dubois, Meunier, Terrier, Thevenet, Cevost.
Communauté de communes Val de Sully : Mesdames et Messieurs Cuvecle, Gibouin, Adam, Godel, Loreal, Henry, Willot, Thuillier, Romagny, Martin, Delahaie, Odry, Bedu, Badaroux, Daimay, Girard, Billotey.

Madame MATTON KNOFF Malorie de la communauté de communes des Loges a donné pouvoir à Monsieur COLIN Renaud de la communauté de communes des Loges.

Etaient excusés les délégués suivants : Monsieur Beaudoin, Monsieur Toussaint de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Etaient excusés les délégués suivants : Monsieur Gout, Madame Monnot, Madame Desnoux, Monsieur Colmet Daage, Monsieur Maçon de la communauté de communes des Loges.

Etaient excusés les délégués suivants : Monsieur Thierry, Monsieur Mercadie, Monsieur Fournier, Monsieur Marchand de la communauté de communes Val de Sully.

Monsieur Cévost Jacques a été désigné en qualité de secrétaire par le comité syndical.

Nombre de délégués :

En exercice : 64

Présents : 55

Votants : 56



AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE RECRUTER DES SALARIES EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE

Vu la délibération n°54/2016 en date du 21 novembre 2016 actant le passage du SICTOM de Service Public administratif (SPA) en Service Public industriel et commercial (SPIC) à compter de l'exercice budgétaire 2017,

Considérant le fait que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de salariés indisponibles,

Considérant le fait que les besoins du service peuvent justifier le recrutement de salariés pour faire face à un accroissement temporaire d'activité,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,
À l'unanimité par 56 voix pour,

- **AUTORISE** Monsieur le Président, pour la durée de son mandat, à recruter en contrat à durée déterminée selon les règles du droit privé, en tant que de besoin, des salariés pour assurer le remplacement des agents ou des salariés (statutaires, contractuels de droit public, de droit privé) absents pour cause de congés, d'arrêt maladie, d'accident de travail, de mise en disponibilité, autorisations d'absences, formations, ... ,
- **AUTORISE** Monsieur le Président, pour la durée de son mandat, à recruter en contrat à durée déterminée selon les règles du droit privé, en tant que de besoin, des salariés pour faire face à des besoins ponctuels liés à un accroissement temporaire d'activité,
- **CHARGE** le Président de la constatation des besoins concernés, ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement, de la durée des contrats, de la durée des périodes d'essais et de la rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et de leur profil,
- **CHARGE** Monsieur le Président de prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les contrats et documents relatifs à ces embauches.

Fait et délibéré en séance le 18 mai 2026.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Philippe KUTZNER

Indications des voies et délais de recours :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou son affichage.
- d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du syndicat.



Envoyé en préfecture le 21/05/2026

Reçu en préfecture le 21/05/2026

Publié le 26.05.2026

ID : 045-254500226-20260518-44_2026-DE

Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services :

- *votre interlocuteur sera Monsieur NOUVEL Benjamin, Directeur général des services.*
- *si votre demande donne lieu à une décision explicite de rejet avant l'expiration d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif.*
- *si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet en résultera au terme d'un délai de deux mois. A l'expiration de ce délai, vous disposerez alors d'un nouveau délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif.*

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du code de justice administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif.

Coordonnées :

Tribunal administratif d'Orléans
28, rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Acte rendu exécutoire après envoi en Préfecture le : 21 mai 2026 Et publication le : 26 mai 2026